



Wallonie



Service public  
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE  
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22  
B-6000 CHARLEROI  
Tél. : 071 65 48 80  
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :

Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89  
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

REÇU LE 16 FEV. 2015

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI  
AIRPORT  
rue des Frères Wright 8  
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

13 FEV. 2015

Vos réf. : T-S-HT 103/4

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2014/142//342016

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

**OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué**

Projet : Installation d'un mât et FH en toiture d'un bâtiment, rue des Frères Wright  
8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

  
Raphaël STOKIS  
Directeur

Agent traitant : Héroïse PIROT, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42





Service public de Wallonie

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE**  
**DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,**  
**DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE**  
Direction extérieure de CHARLEROI

**ANNEXE 12 - FORMULAIRE G**

**Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique**

**Décision d'octroi du permis d'urbanisme**

Réf. externe : T-S-HT 103/4

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2014/142//342016

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1<sup>er</sup> du Code du droit de l'environnement ;

Vu l'article 127 du Code précité portant sur les permis sollicités par une personne de droit public ou lorsqu'ils concernent des actes et travaux d'utilité publique;

Vu l'article 274 bis du Code précité déterminant les actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les permis d'urbanisme ou de lotir sont délivrés par le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué;

Vu l'article 272 du Code précité portant délégation des pouvoirs du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme et désignant les délégués du Gouvernement;

Considérant que la S.A.BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright, 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C\*270 e ayant pour objet : Installation d'un mât et FH en toiture d'un bâtiment ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 10/10/2014 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel, (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: « Zone d'activité économique de l'Aéropole » approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de rénovation urbaine « Jumet » (Arrêté du 31/10/1975) ;

Considérant que le bien se situe dans un établissement classé SEVESO : SITA Wallonie S.A. (type: seuil bas), statut : en activité ;

Considérant que le bien se situe dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe à proximité d'un site classé (Domaine du Bois-Lombut (déclassement d'une partie) arrêté du 03/03/1952) ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 4 du C.W.A.T.U.P.E. ; que l'enquête publique a été réalisée du 28/11/2014 au 12/12/2014 et n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 05/11/2014 et transmis en date du 09/01/2015 est favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 05/11/2014 et transmis en date du 11/12/2014 est favorable conditionnel libellé comme suit :

- *La sécurité du trafic aérien et le bon fonctionnement de l'aéroport ne peuvent en aucun cas être hypothéqués par des interférences éventuelles avec des installations existantes ou futures de Belgocontrol ou des autorités aéroportuaires (accord sur base de non-interférence). Dans ce contexte, Belgocontrol doit avoir le droit, en cas de problèmes, de faire cesser immédiatement via l'IBPT les émissions de l'infrastructure proposée, sans devoir d'abord fournir la preuve que les problèmes constatés proviennent réellement de ces émissions. Au cas où des interférences se produiraient fréquemment et où des interventions techniques à l'infrastructure de la station de base s'avéreraient vaines pour remédier à ces interférences, la station de base devrait être mise hors service définitivement ;*
- *L'application basse puissance telle que l'utilisation du GPS à des fins de navigation doivent rester possible à l'avenir ;*
- *Belgocontrol doit être informée de la date de mise en service ;*
- *Les émissions sur les bandes GSM 900 -, DCS 1800 - et UMTS sont autorisées. Mais les émissions dans toutes les autres bandes et surtout dans la bande 2.6-3.0 Ghz doivent faire l'objet d'une nouvelle demande et d'une étude ;*

*Puisque la Direction générale Transport aérien est l'administration compétente pour toutes les questions afférentes aux installations de bord, il est nécessaire que vous lui soumettiez ce dossier (Service Public Fédéral Mobilité et Transport - Transport Aérien - Direction Aéroports et Règles de l'air - Centre Communication Nord - rue du Progrès 80 te 5 - 1030 Bruxelles) » ;*

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 05/11/2014 et transmis en date du 17/11/2014 est favorable ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 05/11/2014 et transmis en date du 28/11/2014 est favorable ;

Considérant que le projet consiste en l'implantation d'une station de télécommunication sur la toiture plate d'un bâtiment de l'aéroport, plus précisément en l'installation, à l'angle EST du bâtiment, d'un mât pour l'opérateur Astrid d'une hauteur de 2 m sur lequel est implanté un nouveau faisceau hertzien d'un diamètre de 60 cm au niveau milieu d'antenne + 14.70 m ; que le projet consiste également en déplacement de l'antenne GPS existante Astrid en toiture du bâtiment vers le nouveau mât, la mise en place de câbles coaxiaux afin de raccorder le local technique avec le nouveau faisceau hertzien, et l'installation de garde-corps en toiture du bâtiment ;

Considérant que l'article 34 du CWATUPE stipule que *"La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes."* ; et qu'il précise que *"La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement"* ;

Considérant le schéma directeur approuvé par le Conseil communal en date du 22 mai 1992 relatif à la concrétisation de la zone d'extension d'industrie, et établi par l'Intercommunale IGRETEC ; que de ce fait, la zone couverte entièrement par ce schéma directeur a été mise en œuvre, au sens de l'article 12 bis du décret du 27 novembre 97 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Considérant que les installations de mobilophonie du réseau ASTRID ont été spécialement conçues à l'usage des services de secours et de sécurité revêtent un caractère d'intérêt public visant à assurer les liaisons au niveau des communications ; que dès lors, le projet relève des équipements de services publics et communautaires pouvant être autorisés dans la zone, pourvu qu'ils répondent aux conditions de l'article 34 susvisé ; que conformément à l'article 127§1er 2°, le fonctionnaire délégué est autorisé compétente ;

Considérant que le choix de l'implantation d'un site à cet endroit est dicté par la nécessité de répondre aux demandes de couverture radio pour le réseau Astrid qui s'efforce d'optimiser le fonctionnement de son réseau ; que l'impact visuel et paysager sera minimal par les faibles dimensions du mât, et du faisceau hertzien, et compte tenu de l'installation central en toiture et les grandes dimensions du bâtiment ;

Considérant, par ailleurs, que le site d'implantation choisi respecte les orientations tracées dans le Schéma de développement de l'espace régional, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, ainsi que dans le recueil de bonnes pratiques en matière d'implantation d'installations de mobilophonie ; qu'en effet, il respecte :

- le principe de concentration : installation des infrastructures de radiocommunication à proximité immédiate des équipements et des réseaux publics existants ;
- les principes de partage et de regroupement ;
- le principe d'intégration: choix de l'implantation et de l'infrastructure porteuse intégrés au site bâti et non bâti ;
- le respect des espaces ouverts ;

Considérant que l'ISSeP a été interrogé en vertu du principe de précaution afin d'apprécier les incidences éventuelles du projet sur la santé des riverains ; que son avis repris dans le rapport n° 3022/2014 daté du 25/09/2014 est favorable ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1er du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des articles D49 et suivants du Livre 1er du Code de l'environnement, l'autorité compétente doit notamment tenir compte de la protection de l'environnement sensu lato, ce qui inclut la protection de la santé des riverains ; qu'en tout état de cause, elle doit évaluer les nuisances que peut susciter l'utilisation de l'installation concernée ; que les résultats de cette

évaluation peuvent l'amener à refuser la construction de l'installation, si son utilisation est de nature à compromettre la protection de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 15 janvier 2008 (n° 2/2009), les articles 3, 4 et 5 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs et les nuisances provoqués par les radiations non-ionisantes, les infrasons et ultrasons, doivent être compris en ce sens qu'ils n'habilitent plus le Roi et le ministre fédéral compétent en matière d'environnement mais les gouvernements régionaux à adopter les mesures qui y sont visées en ce qu'elles ont pour but de protéger l'environnement, en ce compris leurs effets sur la santé de l'homme ;

Considérant que l'autorité qui délivre un permis d'urbanisme à propos de ce type d'installation visée doit apprécier les risques liés à l'exploitation de l'antenne au lieu où elle sera située ; que, partant, un examen concret de l'influence des ondes électromagnétiques sur la santé et sur l'environnement s'impose ;

Considérant, de surcroît, que l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable ;

Considérant que la norme d'exposition pour les stations-relais de téléphonie mobile est celle qui est énoncée à l'article 4 du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires ;

Considérant qu'il importe, dès lors, de veiller tout spécialement à ce que la puissance d'émission par antenne soit limitée au maximum dans les lieux accessibles au public, en tenant compte d'un service de qualité ; qu'en égard à cet objectif,

1. il s'indique d'envisager les lieux de séjour comme :

- les locaux d'un bâtiment dans lesquels des personnes peuvent ou pourront séjourner régulièrement tels que les locaux d'habitation, les écoles, les crèches, les hôpitaux, les homes pour personnes âgées ;
- les locaux de travail occupés régulièrement par des travailleurs ;
- les espaces dévolus à la pratique régulière du sport ou de jeux ;
- à l'exclusion, notamment des voiries, trottoirs, parkings, garages, parcs, jardins, balcons, terrasses ;

2. et de prendre en compte la densité de puissance dans les lieux de séjour aux niveaux suivants :

- dans les locaux : 1.50 m au-dessus du niveau du plancher ;
- dans les autres espaces : 1.50 m au-dessus du niveau du sol ;

Considérant que le décret du 3 avril 2009 fixe une limite par antenne ; qu'en effet, l'article 4 précise que :

Dans les lieux de séjour, l'intensité du rayonnement électromagnétique généré par toute antenne émettrice stationnaire ne peut pas dépasser la limite d'immission de 3 V/m.

La limite d'immission de 3 V/m est une valeur efficace moyenne calculée et mesurée durant une période quelconque de 6 minutes et sur une surface horizontale de 0.5 x 0.5m<sup>2</sup>, par antenne.

L'intensité du rayonnement électromagnétique dans les lieux de séjour est calculée et mesurée aux niveaux suivants :

- dans les locaux : 1.50 m au-dessus du niveau du plancher ;
- dans les autres espaces : 1.50 m au-dessus du niveau du sol.

La limite d'immission s'applique à toute antenne émettrice stationnaire sans que soient pris en compte les rayonnements électromagnétiques générés par d'autres sources de rayonnements électromagnétiques éventuellement présentes.

Les antennes dites multi-bandes conçues pour rayonner simultanément les signaux de N réseaux sont considérées comme équivalentes à N antennes distinctes.

Lorsque plusieurs antennes installées sur un même support sont utilisées pour émettre les signaux d'un même réseau dans une zone géographique, elles sont considérées comme ne formant qu'une seule antenne ;

Considérant qu'aux yeux du législateur l'article 4 du décret du parlement wallon du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires permet de garantir une immission moyenne cumulée admissible ou, au moins, faible au regard des limites préconisées par l'ICNIRP ; que dès lors, il n'est pas utile de procéder à une analyse plus concrète des champs rayonnés par l'ensemble des antennes ;

Considérant que l'installation projetée n'est pas susceptible de compromettre la protection de l'environnement ;

Considérant que la demande de permis est accompagnée d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant qu'au vu de la notice et au regard de l'ensemble des critères de sélection pertinents visés à l'article D. 66, § 2, du Livre 1er du Code de l'environnement, spécialement les articles D.49 et suivants et R.46 et suivants le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ; qu'une étude d'incidences n'était donc pas requise ;

Considérant qu'au vu de l'ensemble des éléments précités, et moyennant le respect des conditions de BELGO CONTROL, la station de télécommunication projetée peut être autorisée ;

Au vu de ce qui précède,

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le permis d'urbanisme sollicité par la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT est **octroyé**.

**Le titulaire du permis devra :**

- Respecter les conditions de BELGO CONTROL reprises ci-dessus ;
- Pour le surplus exécuter les travaux prévus conformément aux plans HT 103 joints à la demande ;
- Autoriser l'accès à son infrastructure portante à un opérateur tiers, même s'il s'agit d'une société concurrente, qui pourra se servir du support existant pour y poser ses propres installations ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

**Article 2** : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

**Article 3** : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

**Article 4** : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

**A CHARLEROI, le**  
**Le fonctionnaire délégué**

**13 FEV. 2015**

**Raphaël STOKIS**  
**Directeur**

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué



## **Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie**

### **1) VOIES DE RECOURS**

**Art. 127.** § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

### **2) AFFICHAGE DU PERMIS**

**Art. 134.** Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

### **3) PEREMPTION DU PERMIS**

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

### **4) PROROGATION DU PERMIS**

**Art. 86.** §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

### **5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

**Art. 139.** Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté.

### **6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX**

**Art. 137.** Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Administration communale  
Au Collège Communal  
De et à

.....

Vos réf. :

Objet :

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....  
domicilié(e)(s) à .....  
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le .....

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Service Public de Wallonie - DGO4  
Direction extérieure de CHARLEROI  
Monsieur Raphaël STOKIS,  
Fonctionnaire délégué  
Rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Vos réf. : *F0414/52011/UCP3/2014/1421324016*  
Objet : *Installation d'un motel FH en toiture d'un bâtiment*

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....  
domicilié(e)(s) à .....  
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de  
....., le .....

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

